

**Politiques publiques d'emploi en Algérie (2000–2024) :
Analyse critique de l'impact des dépenses expansionnistes et
des dispositifs actifs**

**Public Employment Policies in Algeria (2000–2024): A
Critical Analysis of the Impact of Expansionary Spending
and Active Labor Market Programs**

Farida Merzouk*

Université de Bouira, Algérie, f.merzouk@univ-bouira.dz

Date de réception: 01/04/2026; Date d'admission: 02/05/2026; Date de
publication: 30/06/2026.

Le résumé :

L'article analyse dans une perspective de long terme dans quelle mesure la combinaison de politiques budgétaires expansionnistes et de dispositifs d'emploi actif a permis de transformer la trajectoire du chômage en Algérie, économie rentière fortement dépendante des hydrocarbures. L'étude analyse l'impact des grands programmes d'investissement public des années 2000, qui ont contribué à une baisse significative mais essentiellement conjoncturelle du chômage, sans diversification durable ni amélioration du contenu en emplois de la croissance. Parallèlement, les dispositifs d'emploi actif (micro-entreprises, programmes d'insertion, subventions à l'emploi) apparaissent comme des outils de stabilisation sociale, aux effets limités sur le chômage agrégé faute de ciblage, de gouvernance et d'articulation avec les réformes structurelles. L'article conclut que les politiques mises en œuvre ont permis de sortir de la phase de chômage de masse, mais au prix d'une reproduction des vulnérabilités : dépendance aux rentes, centralité de l'informel comme amortisseur, risque d'hystérèse. Il formule des recommandations en faveur de politiques actives mieux ciblées,

* Auteur correspondant.

d'une évaluation systématique des dispositifs, d'une stratégie de formalisation progressive et d'une prise en compte explicite du chômage de longue durée et du capital humain dans la conception des programmes.

Mots- Clés: chômage structurel, politiques publiques d'emploi, marché du travail algérien, diversification économique, dispositifs d'emploi actif, économie rentière.

Abstract:

The article adopts a long-term perspective to examine the extent to which the combination of expansionary fiscal policies and active labor market programs has succeeded in altering the unemployment trajectory in Algeria, a classic rentier economy heavily reliant on hydrocarbons. The study assesses the impact of the major public investment programs implemented during the 2000s, which contributed to a significant but predominantly cyclical reduction in unemployment, without achieving sustainable economic diversification or enhancing the employment intensity of growth. Concurrently, active labor market policies—encompassing micro-enterprise support schemes, insertion programs, and employment subsidies—emerge primarily as social stabilization instruments. Their aggregate effects on unemployment remain limited due to deficiencies in targeting, governance, and integration with broader structural reforms.

The article concludes that the policies pursued enabled Algeria to exit the phase of mass unemployment, but at the cost of reproducing underlying vulnerabilities: persistent rent dependence, the centrality of the informal sector as a buffer, and heightened risks of hysteresis. It puts forward recommendations for more effectively targeted active policies, systematic program evaluation, a progressive formalization strategy, and explicit consideration of long-term unemployment and human capital dynamics in policy design.

Keywords: structural unemployment; public employment policies;

Algerian labor market; economic diversification; active labor market programs; rentier economy.

1. INTRODUCTION

Le chômage constitue l'un des principaux défis structurels des économies en développement, en raison de ses effets persistants sur la pauvreté, la cohésion sociale et la croissance inclusive. Dans les économies rentières, la dépendance aux revenus d'exportation d'hydrocarbures tend à affaiblir le lien entre croissance du PIB et création d'emplois⁽¹⁾.

L'Algérie illustre cette configuration : forte volatilité de la croissance liée aux prix du pétrole, poids dominant du secteur des hydrocarbures dans la valeur ajoutée et l'exportation, et prépondérance de l'emploi public, qui amortit partiellement les chocs mais réagit peu à l'activité du secteur marchand. Sur le plan social, la persistance d'un chômage élevé des jeunes et des diplômés, conjuguée à l'essor de l'emploi informel, reflète des déséquilibres profonds entre la structure productive, le système éducatif et la dynamique démographique⁽²⁾.

- Depuis le début des années 2000, les pouvoirs publics ont mis en œuvre de vastes programmes d'investissement public et une panoplie de dispositifs d'emploi actif visant à stimuler la demande de travail et à promouvoir l'auto-emploi. Si la littérature souligne que de telles lorsqu'elles sont bien ciblées et accompagnées de réformes structurelles⁽³⁾, leur efficacité dans un contexte d'économie rentière,

(1) Louail, B., & Benarous, D., *Economic Growth and Unemployment in Algeria*, Organizations and Markets in Emerging Economies, 2021, Vol. 12.

(2) Abid, M., Benmeriem, M., Gheraia, Z., Sekrafi, H., Abdelli, H., & Meddah, A., Asymmetric Effects of Economy on Unemployment in Algeria: Evidence from a Nonlinear *ARDL Approach*, Cogent Economics & Finance, 2023, Vol. 11; Angel-Urdinola, D., Semlali, A., & Brodmann, S., *Non-Public Provision of Active Labor Market Programs in Arab-Mediterranean Countries: An Inventory of Youth Programs*, 2010

(3) Sahnoun, M., & Abdennadher, C., *Assessment of Active Labor Market Policies*, Economia Politica, 2018, Vol. 35.

marquée par une forte informalité et des institutions du marché du travail incomplètes, demeure plus incertaine⁽⁴⁾. La question centrale de cette recherche est : Dans quelle mesure les politiques publiques d'emploi en Algérie (2000-2024), articulant dépenses expansionnistes et dispositifs actifs, ont-elles permis une réduction structurelle du chômage, ou ont-elles généré des ajustements conjoncturels et précaires ?

2. Cadre théorique et conceptuel:

2.1 Typologie du chômage en Algérie:

En Algérie, le chômage présente une composante structurelle marquée, principalement liée à la forte spécialisation dans les hydrocarbures — un secteur capitalistique et peu intensif en main-d'œuvre — et à la prédominance de l'emploi public comme principal pourvoyeur d'emplois stables⁽⁵⁾. Malgré les périodes de croissance économique soutenue (notamment grâce aux recettes pétrolières élevées entre 2000 et 2014), la création d'emplois reste limitée dans le secteur privé productif et formel, ce qui maintient un chômage persistant, surtout chez les jeunes diplômés et les femmes.

Des analyses récentes mettent en évidence un phénomène d'hystérèse du chômage : les épisodes prolongés de chômage élevé entraînent une déqualification progressive des chômeurs de longue durée, une perte de capital humain et une rigidité à la baisse du taux de chômage, même en période de reprise économique⁽⁶⁾. Cette dynamique renforce le caractère structurel du chômage, en particulier dans un contexte où la dépendance à la rente pétrolière freine la diversification économique et limite la résilience du marché du travail face aux chocs externes.

2.2. Approches théoriques de la relation croissance–chômage et efficacité des politiques actives :

(4) Adair, P., & Souag, A., *Okun's Law, Unemployment and Informal Employment: The Impact of Labour Market Policies in Algeria since 1997*, 2018, Vol. 33

(5) Louail, B., & Benarous, D., Op. cit, p 4.

(6) Abid et al, Op. cit, p 4.

Les estimations économétriques récentes confirment l'existence d'effets asymétriques dans la relation entre croissance économique et chômage en Algérie : à court terme, le chômage augmente fortement lors des récessions (phases de chute des prix pétroliers), mais réagit beaucoup plus faiblement aux phases de reprise⁽⁷⁾. Cette asymétrie illustre un contenu en emplois limité de la croissance et une rigidité structurelle à la baisse du chômage, typique des économies rentières où les fluctuations de production proviennent essentiellement d'un secteur extractif peu créateur d'emplois directs.

Parallèlement, la littérature internationale sur les politiques actives du marché du travail (PAMT) montre que leur impact macroéconomique reste souvent modeste et très dépendant de facteurs contextuels. L'efficacité varie selon :

- Le type d'intervention (formation professionnelle, subventions salariales, aides à la création d'entreprise, contrats aidés),
- Le ciblage sur les groupes vulnérables (jeunes diplômés, femmes, chômeurs de longue durée),
- La qualité de la gouvernance et de la mise en œuvre (sélection des bénéficiaires, suivi-évaluation, continuité budgétaire et stabilité des programmes).

Dans les économies fortement dépendantes des rentes extractives et marquées par des rigidités institutionnelles, comme en Algérie, ces politiques tendent à générer des effets temporaires ou conjoncturels (emplois aidés, micro-activités précaires), sans réduire durablement le chômage structurel⁽⁸⁾.

Dans les pays de l'OCDE, plusieurs travaux macroéconomiques montrent que les dépenses en politiques actives réduisent significativement le chômage et augmentent l'emploi, en particulier lorsqu'elles prennent la forme d'incitations à la création d'entreprise,

(7) Abid et al, *ibid.*

(8) Sahnoun, M., & Abdennadher, C., *ALMP and Unemployment*, Policy Studies, 2020, Vol. 43.

de soutien ciblé aux publics vulnérables et de formation adaptée aux besoins du marché⁽⁹⁾. Les incitations à la création d'entreprise ressortent comme l'un des instruments les plus efficaces en termes de coût par emploi, en cohérence avec les résultats microéconomiques sur les dispositifs de « start-up incentives »⁽¹⁰⁾.

Dans les pays en développement, la littérature souligne toutefois un décalage entre la diffusion des dispositifs d'emploi actif et la faiblesse de leur évaluation rigoureuse. Dans les pays arabes méditerranéens, la majorité des programmes, notamment ceux visant les jeunes, souffrent de lacunes de conception (faible ciblage, manque de suivi, absence de liens avec le secteur privé) et ne parviennent pas à améliorer durablement l'employabilité ni la transition école-travail⁽¹¹⁾.

Pour les économies rentières et l'Algérie en particulier, des analyses mettent en évidence l'impact limité des programmes d'intermédiation et de promotion de l'emploi sur la réduction du chômage et de l'informalité, cette dernière jouant un rôle de substitut bon marché à l'emploi formel⁽¹²⁾. Une évaluation macro-économétrique de l'ANSEJ montre que la création de micro-entreprises n'entraîne, en moyenne, qu'environ deux emplois durables par projet, ce qui implique une capacité de réduction du chômage relativement faible compte tenu des montants mobilisés⁽¹³⁾.

Ces constats convergent vers une leçon centrale : les politiques keynésiennes et les dispositifs d'emploi actif ne produisent d'effets structurels significatifs que lorsqu'ils s'inscrivent dans une stratégie

(9) Pignatti, C., & Van Belle, E., Active and Passive Labor Market Policies, IZA Journal of Development and Migration, 2021, Vol. 12.

(10) Escudero, V., Are Active Labour Market Policies Effective?, IZA Journal of Labor Policy, 2018, Vol. 7.

(11) Angel-Urdinola et al, op. cit, p 4.

(12) Souag, A., & Assaad, R., *Employment Plan and Informality in Algeria*, Middle East Development Journal, 2018, Vol. 10.

(13) Nacera, A., & Djamil, B., *Assessment of Enterprise Creation Device: ANSEJ Case*, 2017, Vol. 11.

cohérente de diversification productive, de montée en compétences et de réforme des institutions du marché du travail⁽¹⁴⁾.

3. les politiques publiques et les dispositifs d'emploi actif en Algérie :

3.1. Programmes d'investissement public expansionniste 2000-2014 :

Les plans de soutien à la relance (PSRE 2001–2004), le programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC 2005–2009) et le programme de consolidation de la croissance (2010–2014) s'inscrivent dans une même logique de relance keynésienne par la dépense publique, rendue possible par l'augmentation des recettes d'hydrocarbures. Ils ont visé à la fois la reconstruction d'infrastructures de base, le rattrapage social (logement, équipements collectifs) et la stimulation de la demande intérieure.

Sur le plan sectoriel, ces programmes ont privilégié :

- Les **travaux publics et le BTPH** (routes, autoroutes, voies ferrées, barrages, équipements urbains), très intensifs en main-d'œuvre peu qualifiée ;
- Le **logement social et promotionnel**, afin de résorber une partie du déficit accumulé et de soutenir l'emploi dans la construction;
- Certaines branches productives (agriculture, hydraulique, énergie, équipements publics), mais avec un effet limité sur la montée en gamme industrielle et l'exportation hors hydrocarbures⁽¹⁵⁾.

Sur le marché du travail, ces plans ont eu trois effets principaux :

1. Une **baisse rapide du chômage agrégé**, de près de 30 % à la fin des années 1990 à autour de 10 % en 2009, principalement via

(14) Abid et al., op. cit, p 4.

(15) Kheladi, M., & Arhab, B., *The Transition to a Market Economy: The Experience of Algeria*, China-USA Business Review, 2012, Vol. 11.

l'expansion de l'emploi dans la construction, les services et le secteur public⁽¹⁶⁾.

2. Un renforcement de l'**emploi informel et peu productif**, notamment dans le BTP et les services aux ménages, en cohérence avec les résultats montrant que la croissance algérienne des années 2000 est tirée par les secteurs non-tradables plutôt que par une base productive compétitive⁽¹⁷⁾.

3. Une faible **élasticité de l'emploi à la croissance** : la hausse du PIB, largement alimentée par la dépense publique, se traduit par une création d'emplois surtout temporaires, peu qualifiés et sensibles aux cycles budgétaires, ce qui limite l'impact durable sur le chômage structurel des jeunes et des femmes⁽¹⁸⁾.

4. En résumé, ces programmes ont fonctionné comme de puissants amortisseurs sociaux et macroéconomiques, réduisant significativement le chômage de masse, mais en consolidant un modèle de croissance fondé sur la construction, la dépense publique et les hydrocarbures, avec peu d'effets durables sur la diversification et la qualité des emplois.

3.2. La politique d'ajustement budgétaire post-2014 :

Après la chute du prix du pétrole de 2014, l'Algérie opère un tournant vers une politique d'ajustement budgétaire et de gestion de crise, marquée par la réduction progressive de l'investissement public, la compression des importations et un recours accru au financement monétaire interne⁽¹⁹⁾.

Dans cette phase, les autorités cherchent d'abord à maîtriser le déficit budgétaire par la baisse des dépenses d'équipement et la

(16) Nacera & Djamil, op. cit, p 8.

(17) Kheladi, M., & Arhab, B., op. cit.

(18) Zouache, A., & Belarbi, Y., *Regional Employment Growth in Algeria*, Review of Middle East Economics and Finance, 2009.

(19) Bourioune, T., *Chute du Prix du Pétrole et Perspective de l'Économie Algérienne en 2022*, Les Cahiers du CREAD, 2023.

rationalisation des subventions, dans un contexte de forte décélération de la croissance liée au choc pétrolier⁽²⁰⁾. Parallèlement, des mesures de restriction des importations (licences, quotas, droits additionnels) sont mises en place afin de contenir le déficit courant, au prix d'un recul de la demande intérieure et de l'activité, malgré une protection partielle de certaines productions locales.

Sur le plan monétaire, les autorités adoptent une politique plus accommodante, combinant baisse des taux directeurs et soutien accru à la liquidité bancaire pour amortir l'impact du choc sur l'investissement privé et la consommation, au risque de tensions inflationnistes croissantes.

Les travaux de prévision sur la structure de l'économie algérienne montrent que cette phase post-2014 est celle d'une croissance ralentie et vulnérable : même une reprise des prix du pétrole, assortie d'un assouplissement modéré des importations et des taux d'intérêt, ne suffit qu'à atténuer la récession sans enclencher de véritable transformation structurelle⁽²¹⁾.

La dépendance à la rente hydrocarbonée demeure centrale, et l'absence de diversification productive profonde maintient l'économie fortement exposée aux chocs pétroliers successifs⁽²²⁾

La consolidation budgétaire qui suit le choc de 2014, combinée à la volatilité persistante des prix des hydrocarbures, réduit la marge de manœuvre des pouvoirs publics et rend le modèle de croissance et de création d'emplois bâti sur la dépense publique et la rente de plus en plus difficilement soutenable⁽²³⁾. Les chocs combinés prix du pétrole–COVID-19 mettent en lumière cette fragilité : recul marqué de

(20)) Elsenhans, H., *Les Tribulations Rentières: Pourquoi l'Algérie Souffre de la Rente*, The Maghreb Review, 2023, Vol. 41.

(21) Bourioune, op. cit, p 11.

(22) Elsenhans, op. cit, p 11.

(23) Moreira, E., & Alpaslan, B., *A Macroeconomic Model for Algeria*, Review of Development Economics, 2022.

l'activité en 2020, forte exposition des jeunes, des femmes et des travailleurs informels⁽²⁴⁾.

Malgré le rebond lié à la remontée récente des prix des hydrocarbures et à une nouvelle phase de relance budgétaire, les institutions internationales soulignent que la création d'emplois privés reste freinée par un environnement des affaires peu favorable et une économie toujours très étatisée et hydrocarbonée. Les écarts de chômage demeurent particulièrement importants pour les 15–24 ans et pour les femmes⁽²⁵⁾.

Les recherches confirment que les plans keynésiens 2001–2013 ont bien réduit le chômage, mais au prix d'une forte dépendance à la dépense publique et à la rente pétrolière⁽²⁶⁾. Okun est vérifié, mais l'élasticité de l'emploi à la croissance est faible : une hausse du PIB réduit peu le chômage, surtout en raison de la faible productivité et des blocages structurels (bureaucratie, corruption, inadéquation formation-emploi)⁽²⁷⁾.

Les travaux macrofiscaux montrent qu'une stratégie soutenable exige :

- amélioration de l'efficacité de la dépense d'investissement,
- diversification hors hydrocarbures,
- réforme du marché du travail et du climat des affaires, plutôt que la seule reconduction de grandes enveloppes de dépense publique⁽²⁸⁾.

(24) IMF, *Algeria*, IMF Staff Country Reports, 2025.

(25) Abid et al., op. cit, p 4.

(26) Abdelmalek, H., Benachour, A., & Tarhlissia, L., *Determinants of Public Expenditure in Algeria: A Macroeconomic Perspective*, Modern Management Review, 2025.

(27) Ramli, M., Boutayeba, F., & Nezai, A., *Human Capital and Growth in Algeria*, Journal of Social Sciences, 2022.

(28) Campos, N., De Grauwe, P., & Ji, Y., *Structural Reforms and Economic Performance: The Experience of Advanced Economies*, Journal of Economic Literature, 2025.

Tableau 1 : Les politiques publiques d'emploi (2000–2023)

Programme	Période	Montant approximatif (USD)	Emplois créés (estim.)*	Évolution du taux de chômage (%)
Programme de soutien à la relance économique (PSRE)	2001–2004	≈ 7–7,5 milliards	≈ 700–750 000	27,3 → 17,7
Programme complémentaire de soutien à la croissance (PCSC)	2005–2009	≈ 114–150 milliards	≈ 1,4 million	15,3 → 10,2
Programme quinquennal 2010–2014 (Consolidation de la croissance)	2010–2014	≈ 286 milliards	Objectif officiel ≈ 3 millions** / réalisation inférieure	10,0 → 10,6
Période post-2014 (ajustements budgétaires)	2015–2023	Forte réduction de l'investissement public	Créations nettes limitées	≈ 11–12,3 (en 2023)

Source : Etabli par l'auteur selon les sources mobilisées dans le texte.

* Les chiffres d'emplois sont des ordres de grandeur issus des objectifs officiels et des évaluations ex post, plus indicatifs que strictement mesurés.

** Pour le programme 2010–2014, la documentation officielle mentionne un objectif d'environ 3 millions d'emplois, mais les études soulignent un écart entre objectifs et créations effectives, notamment du fait de la prédominance de l'emploi non permanent et du faible rôle du secteur industriel.

La croissance tirée par les hydrocarbures et les grands travaux a permis une absorption partielle de la main-d'œuvre, mais avec une élasticité emploi-croissance faible et un recours massif à l'emploi

informel et non permanent⁽²⁹⁾. L'augmentation rapide de l'emploi informel observée en parallèle de la baisse du chômage suggère un déplacement d'une partie du chômage ouvert vers des formes d'emploi peu protégées, confirmant le rôle de l'informalité comme « substitut à bas coût » à l'emploi formel⁽³⁰⁾.

3.3. Dispositifs d'emploi actif :

Les dispositifs ANSEJ/ANADE, CNAC, ANGEM et les programmes d'insertion type DAIP constituent l'axe central des politiques d'emploi actives en Algérie, en finançant plusieurs centaines de milliers de micro-entreprises, d'activités indépendantes et de contrats d'insertion⁽³¹⁾. Ces mécanismes visent à transformer des chômeurs, souvent jeunes, en micro-entrepreneurs ou en salariés temporaires subventionnés, en combinant crédits bonifiés, garanties publiques, allègements fiscaux et aides à l'embauche.

Une évaluation macro-économétrique du dispositif ANSEJ montre toutefois que chaque micro-entreprise ne génère en moyenne qu'environ **deux emplois durables**, ce qui limite l'impact global sur le chômage agrégé et implique la création d'un très grand nombre d'unités pour obtenir un effet significatif⁽³²⁾. Les analyses sur CNAC et ANGEM convergent : ces agences ont largement contribué à l'essor des micro-entreprises, mais avec des taux de survie faibles au-delà de cinq ans, en raison de fragilités de gestion, d'un accès imparfait aux marchés et d'un accompagnement non systématique^{(33) (34)}.

Les études soulignent en outre :

(29) Louail & Benarous, op. cit, p 4.

(30) Abid et al., Op. cit, p 4.

(31) Chaouche, H., *The Reality of Youth Entrepreneurship under the National Agency for Supporting Youth Employment*, Al-Anbar University Journal for Humanities, 2020.

(32) Nacera et Djamila, op. cit, p 10.

(33) Halima, A., Abdelatif, K., & Sabéha, H., *Échec Entrepreneurial: Cas des Micro-Entreprises CNAC*, 2020, Vol. 16.

(34) Hamidato, S., & Messi, S., *Financing SMEs in Algeria*, International Journal of Multidisciplinary Studies, 2021.

- Une **forte concentration sectorielle** dans les services à faible productivité (petit commerce, transport, services personnels), avec peu de projets industriels ou innovants;

- Des **taux d'échec élevés** et une insertion fréquente dans ou à la frontière de l'informel, ce qui réduit l'effet multiplicateur local, la progression des compétences et la qualité de l'emploi créé⁽³⁵⁾.

- Un recours limité aux dispositifs comme levier de montée en gamme (faible création d'emplois qualifiés, peu de formation structurée des bénéficiaires), alors que la littérature internationale montre que la combinaison formation–accompagnement–financement augmente significativement les chances de création d'emplois pérennes⁽³⁶⁾.

- Les programmes d'insertion salariale (DAIP, contrats pré-emploi) ont contribué à la baisse du chômage à court terme, mais principalement via des emplois temporaires cofinancés par l'État. À l'image de nombreux dispositifs de subventions à l'emploi et d'emplois publics ailleurs, leur effet net sur l'insertion durable et les salaires reste modeste et souvent de courte durée, avec des risques d'« effets d'aubaine » pour les employeurs et de rotations successives de contrats subventionnés⁽³⁷⁾. Ces programmes jouent ainsi surtout un rôle de tampon social, sans transformation profonde du tissu productif ni réduction durable du chômage des jeunes diplômés⁽³⁸⁾.

L'expérience algérienne dans le domaine des dispositifs d'emploi actif se rapproche de celle des autres pays arabes méditerranéens : forte dispersion des programmes, faible coordination, ciblage imparfait, et manque d'évaluations systématiques, ce qui limite leur

(35) Tria, D., et al., *Microcredit and Youth Employment in Algeria*, IEEE Conference Proceedings, 2020

(36) Kluge, J., et al., *Do Youth Employment Programs Improve Labor Market Outcomes?*, World Development, 2019

(37) Vooren, M., et al., *Effectiveness of ALMP: A Meta-Analysis*, Journal of Economic Surveys, 2019

(38) Abid et al., op. cit, p 4.

capacité à réduire durablement le chômage des jeunes et des femmes. À l'inverse, les comparaisons internationales montrent que les politiques actives produisent des effets plus marqués lorsqu'elles sont stables dans le temps, bien financées et articulées à des réformes institutionnelles (gouvernance, lutte contre la corruption, amélioration de l'environnement des affaires)⁽³⁹⁾.

Tableau 2 : Programmes d'emploi actif en Algérie

Aspect clé	Résultats principaux en Algérie	Enseignements de la littérature internationale
Dispositifs actifs (ANSEJ, ANGEM, DAIP...)	Création massive de micro-projets, ciblage jeunes/femmes	Faible survie, informalité
Création d'emplois par micro-entreprise	≈ 2 emplois durables par projet ANADE	Effets généralement positifs mais faibles des ALMP
Survie et qualité des emplois	Échecs fréquents, emplois peu productifs, informel fréquent	Résultats modestes, dépendants du design des programmes
Subventions à l'emploi / insertion	Baisse du chômage court terme, insertion peu durable	Effets faibles ou négatifs court terme, parfois positifs long terme

Source : Etabli par l'auteur sur la base de la littérature mobilisé dans le texte.

Dans ce contexte, l'amélioration de l'efficacité des politiques algériennes passe moins par une augmentation pure et simple des dépenses que par une recomposition de leur structure (plus d'incitations à la création d'entreprise viable, de formation de qualité et de services d'intermédiation performants) et par une réduction de l'instabilité des programmes et de leurs allocations budgétaires.

(39) Sahnoun, M., & Abdennadher, C., *Corruption and ALMP*, Social Policy and Society, 2025.

4. La conclusion :

Les politiques algériennes depuis 2000 ont transformé une crise de chômage de masse en une situation moins critique, mais sans réduire durablement la vulnérabilité de l'économie. Les études convergent : sans diversification effective, amélioration de la qualité de la dépense, réformes du marché du travail et meilleure articulation formation-emploi, les plans d'investissement keynésiens resteront des réponses cycliques plutôt que des solutions structurelles.

Les résultats empiriques disponibles suggèrent que :

- La relation croissance–chômage existe en Algérie mais reste faible et asymétrique, ce qui confirme la prédominance de facteurs structurels et institutionnels dans la détermination du chômage;
- Les grands programmes d'investissement public ont réduit le chômage conjoncturel dans les années 2000, mais sans transformation durable de la structure productive ni du contenu en emplois de la croissance, en raison de la dépendance aux hydrocarbures et de la montée de l'emploi informel;
- Les dispositifs d'emploi actif ont un impact limité sur le chômage agrégé, surtout lorsqu'ils ne sont pas accompagnés d'une amélioration de la gouvernance, de la qualité de la mise en œuvre et d'un ciblage renforcé des jeunes, des femmes et des régions en difficulté.

D'où l'intérêt de recommandations orientées vers :

- La consolidation de politiques actives mieux ciblées, inspirées des instruments les plus efficaces (incitations à la création d'entreprise, mesures pour publics vulnérables, formation de qualité) identifiés par la littérature internationale;
- La stabilisation et l'évaluation systématique des dispositifs, afin d'éviter que l'instabilité budgétaire n'atténue leurs effets sur le chômage;

- La réduction progressive du rôle de l’informalité comme principal amortisseur, en renforçant les incitations à la formalisation tout en améliorant la protection sociale et l’environnement des affaires;
- L’intégration explicite de la problématique de l’hystérèse et du chômage de longue durée dans la conception des programmes, en privilégiant les instruments qui maintiennent et valorisent le capital humain, même en période de ralentissement.

5. Les ouvrages :

- (1) Abdelkader, B., Cheikh, S., & Sofiane, M., *The Impact of the Public Expenditure on Employment and Income in Algeria: An Empirical Investigation*, American Journal of Economics, Vol. 7, 2017, pp. 155–161.
- (2) Abdellatif, C., & Mohammed, B., *The Role of Public Policies in the Activation of the Employment Policy in Algeria*, European Scientific Journal (ESJ), Vol. 10, 2014.
- (3) Abdelmalek, H., Benachour, A., & Tarhlissia, L., *Determinants of Public Expenditure in Algeria: A Macroeconomic Perspective*, Modern Management Review, 2025. <https://doi.org/10.7862/rz.2025.mmr.06>
- (4) Abid, M., Benmeriem, M., Gheraia, Z., Sekrafi, H., Abdelli, H., & Meddah, A., *Asymmetric Effects of Economy on Unemployment in Algeria: Evidence from a Nonlinear ARDL Approach*, Cogent Economics & Finance, Vol. 11, 2023. <https://doi.org/10.1080/23322039.2023.2192454>
- (5) Adair, P., & Souag, A., *Okun’s Law, Unemployment and Informal Employment: The Impact of Labour Market Policies in Algeria since 1997*, Vol. 33, 2018, pp. 129–159.
- (6) Angel-Urdinola, D., Semlali, A., & Brodmann, S., *Non-Public Provision of Active Labor Market Programs in Arab-Mediterranean Countries: An Inventory of Youth Programs*, 2010, pp. 1–122. <https://doi.org/10.1596/27730>

- (7) Anyanwu, J., *Characteristics and Macroeconomic Determinants of Youth Employment in Africa*, African Development Review, Vol. 25, 2013, pp. 107–129. <https://doi.org/10.1111/j.1467-8268.2013.12019.x>
- (8) Bourioune, T., *Chute du Prix du Pétrole et Perspective de l'Économie Algérienne en 2022*, Les Cahiers du CREAD, 2023. <https://doi.org/10.4314/cread.v39i1.10>
- (9) Campos, N., De Grauwe, P., & Ji, Y., *Structural Reforms and Economic Performance: The Experience of Advanced Economies*, Journal of Economic Literature, 2025. <https://doi.org/10.1257/jel.20231527>
- (10) Chaouche, H., *The Reality of Youth Entrepreneurship under the National Agency for Supporting Youth Employment*, Al-Anbar University Journal for Humanities, 2020. <https://doi.org/10.37653/juah.2020.171088>
- (11) Djorfi, Z., Mekhnane, O., & Bounchas, A., *The Impact of Economic Recovery Programs on Indicators of Economic Welfare in Algeria*, Dirassat Journal Economic Issue, 2022. <https://doi.org/10.34118/djei.v13i2.2154>
- (12) Elsenhans, H., *Les Tribulations Rentières: Pourquoi l'Algérie Souffre de la Rente*, The Maghreb Review, Vol. 41, 2023, pp. 395–419. <https://doi.org/10.1353/tmr.2016.0016>
- (13) Escudero, V., *Are Active Labour Market Policies Effective?*, IZA Journal of Labor Policy, Vol. 7, 2018, pp. 1–26. <https://doi.org/10.1186/s40173-018-0097-5>
- (14) Fan, X., Xu, Z., Škare, M., & Wang, X., *The Impact of COVID-19 on Unemployment Dynamics*, International Entrepreneurship and Management Journal, Vol. 21, 2025. <https://doi.org/10.1007/s11365-025-01095-4>
- (15) Halima, ل., Abdelatif, ك., & Sabéha, ح., *Échec Entrepreneurial: Cas des Micro-Entreprises CNAC*, Vol. 16, 2020, pp. 91–104.
- (16) Hamidato, S., & Messi, S., *Financing SMEs in Algeria*, International Journal of Multidisciplinary Studies, 2021. <https://doi.org/10.21608/ijmsbe.2021.187397>

- (17) Hamidouche, N., Menna, K., & Hamadouche, F., *Natural Gas Policy in Algeria*, Cahiers du CEDIMES, 2024. <https://doi.org/10.69611/cahiers19-hs-02>
- (18) IMF, *Algeria: 2021 Article IV Consultation*, IMF Staff Country Reports, 2021. <https://doi.org/10.5089/9781616357948.002>
- (19) IMF, *Algeria*, IMF Staff Country Reports, 2025. <https://doi.org/10.5089/9798229026000.002>
- (20) Khayati, A., et al., *Employment Subsidies and Job Insertion*, Economies, 2024. <https://doi.org/10.3390/economies12110297>
- (21) Kheladi, M., & Arhab, B., *The Transition to a Market Economy: The Experience of Algeria*, China-USA Business Review, Vol. 11, 2012, pp. 18–35. <https://doi.org/10.17265/1537-1514/2012.03.002>
- (22) Kluve, J., et al., *Do Youth Employment Programs Improve Labor Market Outcomes?*, World Development, 2019. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2018.10.004>
- (23) Kluve, J., et al., *Interventions to Improve Labour Market Outcomes of Youth*, Campbell Systematic Reviews, Vol. 13, 2017, pp. 1–288.
- (24) Louail, B., & Benarous, D., *Economic Growth and Unemployment in Algeria*, Organizations and Markets in Emerging Economies, Vol. 12, 2021, pp. 71–85.
- (25) Moreira, E., & Alpaslan, B., *A Macroeconomic Model for Algeria*, Review of Development Economics, 2022.
- (26) Nacera, A., & Djamila, B., *Assessment of Enterprise Creation Device: ANSEJ Case*, Vol. 11, 2017.
- (27) ONES, *Statistiques*, 2026.
- (28) Pignatti, C., & Van Belle, E., *Active and Passive Labor Market Policies*, IZA Journal of Development and Migration, Vol. 12, 2021.
- (29) Ramli, M., Boutayeba, F., & Nezai, A., *Human Capital and Growth in Algeria*, Journal of Social Sciences, 2022.
- (30) Rotar, L., *Evaluation of Employment Programme Effectiveness*, Engineering Economics, 2021.

-
- (31) Ruppert, E., *Unemployment Insurance in Algeria*, 1996. <https://doi.org/10.1596/1813-9450-1659>
- (32) Sahnoun, M., & Abdennadher, C., *Assessment of Active Labor Market Policies*, *Economia Politica*, Vol. 35, 2018, pp. 257–283.
- (33) Sahnoun, M., & Abdennadher, C., *ALMP and Unemployment*, *Policy Studies*, Vol. 43, 2020, pp. 3–20.
- (34) Sahnoun, M., & Abdennadher, C., *ALMP and Allocation Instability*, *Regional Science Policy & Practice*, 2024.
- (35) Sahnoun, M., & Abdennadher, C., *Corruption and ALMP*, *Social Policy and Society*, 2025.
- (36) Souag, A., & Assaad, R., *Employment Plan and Informality in Algeria*, *Middle East Development Journal*, Vol. 10, 2018, pp. 272–298.
- (37) Štefánik, M., et al., *Graduate Employability Programs*, *Empirica*, Vol. 47, 2018, pp. 245–265.
- (38) Touil, H., Soltani, F., & Rahal, I., *Evaluation des politiques d'emploi en Algérie*, *Finance and Business Economies Review*, 2018.
- (39) Tria, D., et al., *Microcredit and Youth Employment in Algeria*, *IEEE Conference Proceedings*, 2020, pp. 1–5.
- (40) Vooren, M., et al., *Effectiveness of ALMP: A Meta-Analysis*, *Journal of Economic Surveys*, 2019.
- (41) Zouache, A., & Belarbi, Y., *Regional Employment Growth in Algeria*, *Review of Middle East Economics and Finance*, 2009.